

taire d'Étt aux Affaires extérieures, le très honorable Joseph Clark.

D'après cette information, ces soldats profondément déçus ont été persuadés, par des moyens que nous ne connaissons pas, de rentrer en Union soviétique.

Un autre cas, portant sur six soldats soviétiques qui, paraît-il, combattaient pour les forces soviétiques en Afghanistan, est évoqué dans le numéro du 13 novembre du *Sun* de Toronto. Leur immigration au Canada avait été négociée avec une discrétion diplomatique, par des représentants du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, du ministère des Affaires extérieures, du gouvernement pakistanais et des forces afghanes. Cette initiative avait été pilotée par la Société canadienne d'aide aux immigrants ukrainiens. Les négociations, qui avaient été conduites par le gouvernement libéral du très honorable John Turner, auraient été en très bonne voie. Mais d'après cette information, le nouveau gouvernement conservateur a, pour reprendre les termes d'un représentant de la Société canadienne d'aide aux immigrants ukrainiens, «doublé» ces soldats en se «défilant».

● (1420)

Est-ce que le leader du gouvernement au Sénat pourrait expliquer ce revirement soudain d'une politique que je croyais bipartisanne qui avait érigé le Canada—en tout cas sous l'impulsion aussi bien de Pierre Trudeau et de Joe Clark que de John Turner—en lieu d'asile pour les opprimés politiques?

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je pense que le Canada reste un lieu d'asile pour les opprimés politiques. Pendant mon existence des milliers de personnes sont venues au pays. Cependant, mon honorable ami est en train de me préoccuper grandement. Parce qu'une brebis est perdue, on ne s'occupe pas des 99 qui ont été sauvées.

Bien sûr, je ne connais pas la réponse à cette question, puisqu'il s'agit d'une affaire ministérielle. En tout cas je fournirai à mon ami les renseignements que je pourrai obtenir.

L'ÉCONOMIE

LE MANITOBA—L'ANNULATION DE LA CONSTRUCTION DU CENTRE DE RECHERCHES DE WINNIPEG

L'honorable Gildas L. Molgat: Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat. Mon honorable collègue, qui vient lui aussi de l'Ouest, connaît l'importance de la décentralisation pour notre région. En tant que ministériel, il n'est pas sans savoir que son gouvernement s'est engagé à favoriser la recherche et le développement dans l'industrie canadienne. En tant qu'ancien premier ministre du Manitoba, il n'ignore également pas que cette province a grandement besoin de décentralisation, de développement industriel, etc.

Il sait alors, c'est évident, à quel point le gouvernement a pris une grande décision en annulant le projet de Centre du

[Le sénateur Grafstein.]

Conseil national de recherches à Winnipeg, dont la mise sur pied était déjà très avancée. L'immeuble est en construction, et deux étages sur quatre sont déjà complétés. Ce projet a été entrepris après consultation avec le gouvernement manitobain, l'industrie et les syndicats. La décision du gouvernement est grave non seulement pour le Manitoba, mais également, selon moi, pour tous les Canadiens. Je suis persuadé que mon honorable collègue en conviendra.

Le leader du gouvernement au Sénat est-il disposé à aider les Manitobains qui veulent que le gouvernement renverse cette décision? Est-il prêt à assister à des réunions à ce sujet?

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Mon honorable collègue a exposé la situation de façon impartiale, et je l'en remercie. Naturellement, en tant que citoyen de Winnipeg qui s'intéresse au développement économique de ma province, je partage ses préoccupations. Je suis donc heureux de lui annoncer que le ministre des Finances a offert de rencontrer à Winnipeg, lundi prochain, si je ne m'abuse, un groupe de citoyens représentant le monde syndical, l'université, la ville et tous ceux qui pourraient s'intéresser de près ou de loin à cette question, afin d'en discuter.

J'ignore quel sera le résultat de cette réunion, mais j'espère qu'il en ressortira quelque chose de bon pour mes concitoyens.

Le sénateur Molgat: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question supplémentaire. J'ai remarqué, dans le harsard d'hier de l'autre endroit, que dans sa réponse à une question de M. Axworthy, le ministre des Finances a précisé qu'il se rendrait à Winnipeg d'ici trois semaines, afin de rencontrer les intéressés. Le leader du gouvernement au Sénat est-il disposé également à rencontrer les groupes intéressés, les représentants du gouvernement manitobain et tous ceux qui s'intéressent à cette question?

Le sénateur Roblin: Selon le harsard que j'ai en main, ce n'est pas M. Axworthy qui a posé cette question à l'autre endroit, mais un autre député, M. Keeper. Peu importe. Elle a été posée et on y a répondu.

Je ferai tout ce que je peux pour que ce problème soit résolu selon les vœux des habitants de ma localité. Je rappelle que je suis tenu de respecter le principe de la solidarité ministérielle, mais, compte tenu de ce principe, je vais certes faire tout mon possible.

L'honorable C. William Doody (leader adjoint du gouvernement): Voilà un homme raisonnable.

Le sénateur Molgat: Honorables sénateurs, je parle des *Débats des Communes* du 9 novembre. A la page 121, sous la rubrique «La suppression du centre de recherche de Winnipeg», l'honorable Lloyd Axworthy termine son intervention sur ces mots:

Est-il prêt à venir à Winnipeg la semaine prochaine pour nous montrer comment il va remplacer tous ces emplois perdus, toutes ces possibilités d'emploi perdues?

Voici la réponse de l'honorable Michael Wilson, ministre des Finances: